

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le premier ministre a bien précisé que par son action le gouvernement croit à une crise grave dans les pêches atlantiques. Nous nous occupons de ce problème.

Le député fait la distinction entre crédits anciens et crédits nouveaux. Cela lui dit peut-être quelque chose, mais cela ne dit rien à la population du Canada atlantique qui a bénéficié des quelque 130 millions de dollars de dépenses consacrés par le gouvernement à certains problèmes inhérents à la crise de la pêche dans les provinces atlantiques.

Pour ce qui concerne le Canada atlantique au plan général, je ne lui demande pas de me croire sur parole quand je parle des performances de notre gouvernement à ce sujet. Le premier ministre de sa province du Nouveau-Brunswick, M. Frank McKenna qui est un libéral, a dit que l'APECA, créée par un gouvernement conservateur, est peut-être le meilleur instrument de développement régional et de diversification que le Canada atlantique ait jamais connu.

Elle s'inscrit dans l'action engagée par le gouvernement pour faire en sorte que les Canadiens de l'Atlantique puissent jouer un rôle à part égale et à part entière. . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, je rappellerai au ministre que le premier ministre McKenna est un premier ministre libéral qui se préoccupe beaucoup des gens, ce qui n'est guère le fait du gouvernement quand il s'agit des Canadiens de l'Atlantique.

[Français]

Monsieur le Président, hier, en réponse à une question du député de Cape Breton Highlands—Canso, le ministre des pêches et des Océans a évité de répondre à la question plus ou moins en parlant de contingents rattachés aux communautés.

Ce que les Canadiens et les Canadiennes de l'Atlantique veulent savoir, c'est si le ministre va exercer son autorité, c'est-à-dire de permettre aux communautés comme Canso de garder ses chalutiers afin de conserver la capacité de pêcher lorsque le poisson reviendra.

Le gouvernement doit choisir entre la survie des communautés ou la profitabilité des compagnies; le sort réservé à Canso sera le sort de toutes les autres communautés de pêche de la côte atlantique. Et je demande au gouvernement et à ce ministre: de quel côté vont-ils se ranger?

[Traduction]

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, le gouvernement est du côté des gens, des pêcheurs, des travailleurs des usines de transformation du poisson et des habitants des localités de la région de l'Atlantique.

Il entend assurer la survie de ces localités. C'est pourquoi le ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et moi-même venons de rencontrer le maire Ray White et une délégation de la localité de Canso. Nous examinons toutes les solutions possibles avec Canso et toutes les localités de la région de l'Atlantique, afin de leur assurer un avenir prospère et sûr.

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, je voudrais poser une question à mon bon ami, le vice-premier ministre.

Hier, j'étais à St. John's afin d'assister à une réunion organisée par les fédérations des travailleurs et municipalités, sur la crise de plus en plus grave dans les secteurs de la pêche hauturière et de la pêche côtière dans cette province. Les travailleurs des usines de transformation du poisson, les pêcheurs, les élus locaux, les dirigeants syndicaux, les hommes politiques de toutes allégeances et notamment trois de ses collègues sénateurs, se sont entendus pour dire que les fermetures d'usines de transformation du poisson ne constituaient pas la solution au problème actuel. Il y a également eu consensus sur le fait que le premier ministre n'a pas encore saisi l'urgence de cette importante question.

Le gouvernement et le premier ministre vont-ils s'engager à rencontrer les organisateurs de la réunion d'hier, afin de garder les usines en question ouvertes jusqu'à ce que les stocks se soient reconstitués?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, si les fermetures d'usines de transformation du poisson ne sont pas la solution au problème, j'espère alors que le député transmettra un message au premier ministre Wells, de Terre-Neuve, qui a fait savoir clairement et explicitement que les usines concernées à Terre-Neuve fermeront leurs portes l'année prochaine et qu'il n'y a aucune autre solution. Selon lui, ces usines doivent fermer leurs portes, même si le gouvernement a apporté son aide pour prolonger la période d'avis de trois mois à un an de plus. La politique manifeste du gouvernement terre-neuvien que dirige un bon ami du député, le premier ministre Wells, consiste à fermer ces usines, car il n'y a pas d'autre solution. J'espère qu'il transmettra son message au premier ministre de la province.